



L'assemblée générale de grève de Montereau, réunissant le 9 mai, des enseignants syndiqués ou non syndiqués de 9 établissements et écoles, a débattu de la situation dans les établissements du 1^{er} et second degré.

Faisant mine de présenter des concessions Blanquer déroule ses éléments de langage et ne cesse de se vouloir rassurant.

Mais si le ministre est têtue les faits le sont davantage !

- Les EPSF (Etablissement Public des Savoirs Fondamentaux), remaniés ou non, ne visent qu'à produire des économies dans le cadre de la réforme de la fonction publique sur le dos des élèves et des enseignants.
- Permettre à des structures privées d'assurer des missions d'enseignement c'est une véritable attaque contre nos statuts.
- L'annonce de classes maternelles dédoublées dans certains quartiers ou à 24 élèves partout ailleurs ne pourra conduire qu'à une explosion des effectifs dans les niveaux de classes où ces dispositifs ne seront pas appliqués.
- Prétendre améliorer les conditions d'apprentissage et d'exercice dans les écoles en réduisant, une nouvelle fois, le nombre de postes au concours relève du mensonge.

Mais comment s'en étonner puisque l'exemple vient d'en haut !

En effet, Macron déclare que, désormais en milieu rural, on ne fermera plus ni écoles ni hôpitaux. Mais qui peut croire un seul instant que la machine à fermer les services de soin et les classes va s'arrêter ? Instruit par l'expérience de ses dernières années, personne ne peut croire à une telle fable.

Les services de soin continuent d'être fermés !

Les classes continuent d'être fermées !

Regarder du côté du sénat, en espérant y trouver une issue, relève également de l'utopie. Les amendements proposés sont aux antipodes de nos revendications (directeurs supérieurs hiérarchiques, annualisation du temps de travail, formation éventuellement rémunérée sur les temps des vacances, maintien du « devoir d'exemplarité » etc...).

L'issue nous pensons qu'elle se trouve dans l'unité des enseignants et de leurs organisations.

Nous appelons l'ensemble de nos collègues à continuer de se réunir et à discuter des moyens d'actions pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Retrait de la loi Blanquer

Maintien des maternelles - des directeurs d'écoles - pas de fusion école/collège

Arrêt des fermetures de classes et d'écoles

Maintien du bac comme diplôme national - stop au tri social des étudiants

Retrait de Parcoursup et de la réforme des lycées

Arrêt de la répression contre les enseignants

Aucune mesure disciplinaire contre les enseignants qui répondent à des consignes syndicales

Augmentation immédiate des salaires par l'augmentation du point d'indice pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat depuis au moins 2010

Respect des obligations de services et des choix pédagogiques des enseignants

Arrêt des menaces et de la caporalisation de la profession

**Ces revendications, nous irons les porter une nouvelle fois dans la rue à
Montereau le 18 mai à 10h00!**

Départ devant le lycée André Malraux pour la mairie.

A Paris à 14h00